

Liminaire CTL du 09/06/2022 suite à reconvoction du CTL du 24/05/2022

Dans le cadre de la préparation des nouvelles orientations stratégiques de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) qui définiront le prochain contrat d'objectifs et de moyens, la Direction Générale, relayée par les directions locales, propose une pseudo démarche participative concernant l'avenir de la DGFIP, qu'elle qualifie de grand « remue-ménages ».

L'ensemble des agents est invité à répondre « librement » à différents questionnements tels que l'organisation territoriale de la DGFIP, le périmètre des missions, les méthodes de travail au sein des services et les conditions d'exercice de nos missions ou encore les relations avec les usagers et partenaires. Les personnels sont également invités à réfléchir aux forces et faiblesses de notre administration... Tout un programme !

Notre avis sur nos structures, nos missions, nos emplois, nos conditions de travail, pris en compte ? Vraiment ?

Pour les plus jeunes agents, cette démarche participative est inédite mais pour ceux qui ont vécu la création de la DGFIP, elle doit rappeler quelques souvenirs. En effet, une forme de démarche participative avait été proposée en 2009 pour l'élaboration du Document d'Orientation Stratégique (DOS). Déjà à l'époque, Solidaires Finances Publiques avait été perplexe devant une telle démarche participative alors que de toutes parts, les repères de nos deux anciennes administrations étaient bousculés par une fusion menée tambour battant. L'issue des travaux nous donna raison, car au final ce ne fut qu'un outil de communication interne qui ne modifia rien au fond des orientations prédéfinies à l'époque par le gouvernement et par l'administration. Seul bémol, cet exercice a permis à peu de frais de valoriser l'implication des personnels et leur travail, mais sans résonance réelle sur le quotidien de toutes et tous.

La version de 2009 cherchait l'illusion et visiblement celle de 2022 ne semble pas si différente. Cette dernière s'inscrit totalement dans la continuité des débats citoyens et participatifs, réalisés sous le premier quinquennat du président de la République, notamment suite aux mobilisations des gilets jaunes et sur les questions climatiques. Force est de constater que de ces débats aucune des propositions alternatives (portées notamment sur les questions climatiques), n'a été prise en compte et encore moins mise en œuvre.

Comment pourrait-il en être autrement à la DGFIP ? D'autant plus que depuis des années, Solidaires Finances Publiques n'a de cesse de dénoncer, de combattre les réformes engagées telles que le NRP, la

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

démétropolisation, les Lignes Directrices de Gestion. Depuis le début, nous avons mis en avant la logique de casse des missions, de perte de technicité, de pertes de repère, de dégradation des conditions de travail pour les personnels. La Direction Générale n'est donc pas sans connaître les causes profondes des problèmes et les solutions possibles, comme elle ne peut pas oublier l'observatoire interne qui met également en lumière l'état des lieux des missions, des structures, des emplois, des conditions de travail, les difficultés du réseau et le mal-être des agentes et des agents.

Malgré la mobilisation des agents, des élus, des citoyens, force est de constater que la Direction Générale n'a rien cédé ou presque et a continué à dérouler son plan d'action dans le mépris le plus total du dialogue social ! Et aujourd'hui, elle voudrait faire croire aux agents que cela changerait avec une démarche participative ? Personne ne peut être dupe !

La Direction Générale compterait relayer les attentes, les préoccupations et les propositions des agentes et des agents selon le message du Directeur Général du 18 mai 2022. Mais comment compte-t-elle y répondre concrètement ? Mystère !

Par ailleurs, comment pouvons-nous être assurés que ce qui ressortira de ce « remue-ménages » ne sera pas altéré, dénaturé, détourné dans le sens de leur propre stratégie ? Comment se fait-il que la Direction Générale ait lancé cette opération dans le plus grand secret, sans en informer préalablement les organisations syndicales ? Avait-elle peur que nous lui proposons une méthode de travail permettant de mieux tracer les retours, de mieux valoriser les positions de toutes et tous, de mieux associer non pas les individualités mais de faire réfléchir les collectifs de travail au service de l'intérêt général ?

Nous n'oublions pas non plus que suite au protocole d'accord sur la reconnaissance des agents, un rendez-vous indemnitaire a été acté le 7 juillet prochain. La Direction Générale sait que ce rendez-vous est d'importance pour les personnels au vu de la perte incessante de leur pouvoir d'achat depuis des décennies et de l'inflation galopante. En organisant ce « remue-ménages », la Direction Générale ne vise-t-elle pas à détourner l'attention de tous et à minimiser, au regard des contraintes budgétaires, les possibilités de revalorisation ? Pour Solidaires Finances Publiques, il est clair que le rendez-vous du 7 juillet ne peut être parasité par de faux-semblants et par une pseudo démarche participative, qui laisserait planer d'hypothétiques solutions en dehors de tout cadre collectif concerté.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est temps d'agir collectivement pour une DGFIP reconnue, renforcée, réhumanisée, au service de l'intérêt général et de la justice fiscale, sociale et environnementale. C'est dans ce sens que nous proposerons aux agents de se mobiliser de façon la plus unitaire possible et de faire connaître au plus grand nombre la réalité de notre service public de proximité !

Solidaires Finances Publiques revendique :

- l'arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois ;
- l'arrêt immédiat du recrutement de contractuels ;
- le comblement immédiat de toutes les vacances d'emplois budgétés par des fonctionnaires recrutés par voie de concours ;
- la remise en état du réseau DGFIP avec un service de plein exercice par canton doté d'agents DGFIP titulaires en nombre suffisant et suffisamment formés ;
- la réouverture des guichets de réception du public avec des agents professionnalisés et formés en nombre suffisant ;
- La reconnaissance de la technicité des agents de la DGFIP par une augmentation substantielle de l'IMT.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)